- le ministre de l'industrie,
- le ministre du développement économique,
- le gouverneur de la banque centrale de Tunisie,
- un représentant du département de tutelle du secteur concerné,
- le président-directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale.

Le secrétariat de cette commission est assuré par un cadre du Premier ministère.

Article 2. (nouveau). – Les demandes de remise gracieuse des pénalités, dont le montant est inférieur ou égal à 20.000 dinars, présentées par les affiliés aux régimes de sécurité sociale dans le secteur privé sont examinées par une commission instituée auprès du ministère des affaires sociales qui se compose comme suit :

- le ministre des affaires sociales ou son représentant : président,
- un représentant du ministère des finances : membre,
- un représentant du ministère du développement économique : membre,
- un représentant du département de tutelle du secteur concerné : membre,
- le président-directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale : membre,
- un représentant de la commission de suivi des entreprises économiques : membre,
- le contrôleur d'Etat auprès de la caisse nationale de sécurité sociale : membre.

Le secrétariat de cette commission est assuré par un cadre du ministère des affaires sociales.

Article 5 (nouveau). – La commission instituée auprès du ministère des affaires sociales visée à l'article 2 (nouveau) du présent décret examine toutes les demandes de remise des pénalités et statue sur les demandes dont le montant est égal ou inférieur à 20.000 dinars et transmet la liste des décisions au Premier ministère pour information. Elle donne son avis sur les demandes dont le montant est supérieur à 20.000 dinars avant leur transmission pour décision à la commission visée à l'article premier (nouveau) du présent décret.

Dans tous les cas, les deux commissions susvisées peuvent prendre l'une des décisions suivantes concernant les demandes qui leur sont soumises selon leur compétence :

- remise totale des pénalités,
- remise partielle des pénalités,
- rejet de la demande de remise des pénalités.

Art. 2. – Les ministres des affaires sociales, des finances, de l'industrie et du développement économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 1er avril 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES

Décret n° 2002-670 du 1^{er} avril 2002, portant expropriation, pour cause d'utilité publique, d'une parcelle de terrain, sise à la localité de Jebel Jeloud, gouvernorat de Tunis, nécessaire à la construction d'une station de relèvement des eaux usées.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu l'avis des ministres de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Décète :

Article premier. – Est expropriée, pour cause d'utilité publique, au profit de l'Etat, en vue d'être incorporée au domaine public hydraulique, pour être mise à la disposition du ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire (l'office national de l'assainissement), une parcelle de terrain sise à la localité de Jebel Jeloud, gouvernorat de Tunis, nécessaire à la construction d'une station de relèvement des eaux usées, entourée d'un liséré rouge sur le plan annexé au présent décret et présentée au tableau ci-après :

N° du titre foncier	Nature de la parcelle	Superficie totale de l'immeuble	Superficie approximative expropriée	Noms des propriétaires
55861 Tunis	Terrain nu	9 h 27 a 10 ca	03 a 20 ca	La société tunisienne d'études, de coopération et de défense de l'industrie phosphatière

Art. 2. Sont également expropriés, tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou pourraient grever ladite parcelle.

Art. 3. - La présente expropriation est déclarée urgente.

Art. 4. - Les ministres de l'intérieur, des domaines de l'Etat et des affaires foncières et de l'environnement et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 1er avril 2002.

Zine El Abidine Ben Ali